

Urgence politique,
nécessité écologique

Lucile Schmid

Urgence politique, nécessité écologique



ISBN : 978-2-13-086561-2

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2026, mars

© Presses universitaires de France, 2026
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

À mes parents

INTRODUCTION

Il y a quelques mois encore, il semblait impossible d'échapper à l'écologie. Elle était partout. Dans les discours politiques, les repas de famille, les assemblées d'actionnaires, les encycliques papales, les alertes des chercheurs, au cœur de nos nuits blanches. Les conséquences énergétiques de la guerre en Ukraine ont marqué une rupture. Le retour de Donald Trump au pouvoir, son pas de deux avec Vladimir Poutine, de même que la progression de l'extrême droite dans toute l'Europe, ont achevé de changer la donne. En finir avec l'écologie, retrouver le bon, gros, plaisir d'une croissance débridée, oublier les Verts moralisateurs et les colères de la nature, renouer avec la toute-puissance, voilà l'ambiance de cette nouvelle époque. Avec les menaces de guerre à l'échelle du globe et les réarmements qui s'ensuivent, les budgets accordés à la défense dévorent déjà les ressources, l'innovation se réoriente vers les bombes et les chars, l'esprit belliqueux renvoie la culture de la coopération aux abysses. Quand ce ne sont pas les dépenses sociales et les investissements verts qui entrent en concurrence. Comment en est-on arrivé là ?

Il ne faudrait pas oublier que les sujets écologiques ont suscité des sentiments contradictoires, que les sociétés n'ont jamais été unanimes. À côté des éco-anxieux, il y avait aussi les sceptiques. L'ambivalence était là. Il y avait dans l'air, ces dernières années, un ras-le-bol, une fatigue mêlée de défaitisme. Chez les dirigeants politiques, la méfiance à l'égard de ces questions complexes, à mi-chemin entre les sciences et la démocratie, ne date pas d'hier. C'est Emmanuel Macron se moquant des amish en 2020, quelques semaines après la fin de la Convention citoyenne pour le climat qu'il avait pourtant voulue, ou Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, prêt à se mettre « hors la loi » plutôt qu'à limiter l'artificialisation sur *ses* terres. C'était déjà en 2011, au Salon de l'agriculture, le cri du cœur de Nicolas Sarkozy : « L'écologie ça commence à bien faire ! » Une répudiation brutale, alors que le même, à peine élu, avait organisé le Grenelle de l'environnement en 2007 et choyé Nicolas Hulot, à l'origine d'un pacte écologique.

Nous vivons, plus d'une décennie après, un moment plus grave dans sa brutalité que ce revirement de Nicolas Sarkozy. Il concerne, en même temps, l'Europe, la France et le monde. Il intervient alors que la nature meurt et que les dérèglements s'accélèrent. L'écologie est aux avant-postes de la destruction que mène Donald Trump. Le président américain crache son slogan « *Drill, baby, drill* », dénonce un « canular climatique », détruit systématiquement les sciences du climat et les services de protection de l'environnement. L'un de ses premiers actes a été de sortir de

l'accord de Paris sur le climat, pour la deuxième fois. L'Europe, de son côté, est sur le reculoir. En 2019, Ursula von der Leyen était pourtant devenue présidente de la Commission européenne sur la base d'un grand programme écologique, le pacte vert (Green Deal). Pour que l'Europe atteigne la neutralité carbone en 2050, il fallait de vraies ruptures, la fin des voitures thermiques, une taxe carbone aux frontières, verdir un tiers du plan de relance européen post-Covid. Le Green Deal devait amorcer une transformation planétaire et affirmer un leadership climatique européen. Il était d'ailleurs soutenu par l'ensemble des forces politiques – même le Rassemblement national (RN) avait fait campagne en 2019 pour le localisme écologique à la française.

Mais la présidente de la Commission a tourné casaque quand, en 2023, des mouvements paysans contre les normes environnementales ont eu lieu partout en Europe. L'idée que l'écologie allait contre les intérêts du peuple a pris comme une traînée de poudre. Candidate à un second mandat, Ursula von der Leyen n'a pas hésité. D'enjeu vital, le pacte vert est devenu secondaire, voire nuisible. La compétitivité est devenue la nouvelle boussole européenne, le vert a été remis au magasin des accessoires. À l'arrivée, les résultats des élections européennes ont validé ce pari politique. Depuis, à l'échelle européenne, l'extrême droite a nettement progressé, tandis que le score des écologistes est très en retrait ; ils ont été décimés en France et en Allemagne, les deux pays qui envoyaient les plus grosses délégations au Parlement européen. La séquence politique qui a suivi en France,

en juillet 2024, a confirmé l'enracinement de l'extrême droite. Et on a déjà assisté très vite à des alliances entre l'extrême droite européenne et la droite classique au Parlement européen contre l'écologie.

Certes, diront certains, mais n'est-ce pas là le cycle normal de la politique ? Ne fallait-il pas s'y attendre ? Un politicien, pour être élu, fait des promesses et, dans la première partie de son mandat, peut se montrer audacieux. Ensuite, alors que se profile une nouvelle élection, il revient à la raison, se met du côté des plus forts, rassure et protège. Le succès se mesure à l'aune de cette réélection. Faire preuve d'intelligence politique, c'est savoir être flexible et sinueux. N'est-ce pas le propre des politiciens de changer d'avis, de se déjuger, de surfer sur une vérité, celle que « les électeurs ont la mémoire courte » ? Ce qui est vrai pour l'écologie est vrai pour tous les sujets, qu'ils touchent à l'économie ou aux questions sociales. À observer la vie politique, ce raisonnement se vérifie dans l'écrasante majorité des cas.

Mais il laisse de côté deux réalités. La première a trait justement à l'écologie. Les dérèglements climatiques et l'extinction de la biodiversité sont là, les effets de nos modes de vie et des pollutions sur la santé publique sont avérés, et particulièrement pour les plus pauvres. La planète va mal et nous avec. Encenser l'écologie pour la récuser ensuite, l'ignorer tout bonnement, c'est choisir de ne pas voir une catastrophe annoncée, c'est prendre le risque d'être « rattrapé par la patrouille », comme les dirigeants espagnols face aux inondations de Valence en 2024. La deuxième réalité a trait cette fois à la démocratie. Oui, la politique se construit trop

à huis clos, loin de la vie commune. Oui, le temps s'y est raccourci et l'envie de gagner a emporté sur son passage les convictions et les projets. Mais cela n'a pas rendu heureux ni les électeurs ni ceux qui font de la politique. Le malaise est tel qu'il conduit régulièrement à des déchaînements de colère, et qu'aujourd'hui ceux qui ont envie d'être élus sont de plus en plus rares. Dans la période actuelle, il n'est tout simplement pas réaliste de justifier le court-termisme politique et de nier les conséquences des dérèglements écologiques. Pourtant les partis politiques et les personnalités qui le font ont plutôt le vent en poupe. Comment l'expliquer ?

D'abord par le fait que l'écologie ne relève pas du cadre habituel des rituels politiques. Même si l'ancienne Première ministre Élisabeth Borne avait parlé de « France nation verte » pour mobiliser ses troupes, l'État-nation n'est pas le bon espace pour comprendre les phénomènes climatiques. Les dérèglements ne connaissent pas les frontières ; le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté en Allemagne, nous allons devoir nous adapter à des phénomènes d'érosion, de sécheresse, de tempêtes dont l'origine vient d'ailleurs et que nous ne maîtrisons pas. Les sujets écologiques ne dépendent pas d'un seul homme, d'un seul pays, de quelques institutions ou d'un processus d'organisation. La nature n'a pas de représentant, et les résultats en dents de scie des partis verts illustrent la difficulté à être crédible sur ces enjeux à l'échelle nationale.

L'écologie, pour le monde politique, c'est le fameux éléphant au milieu du salon : un sujet massif, que l'on contourne parce qu'on ignore comment s'en saisir.

Comment faire, alors que les transitions écologiques suscitent toujours de nouvelles questions, entraînent des conflits, font craindre l'injustice sociale ? Ce sont les Bonnets rouges, puis les Gilets jaunes, puis les agriculteurs, demain les pêcheurs. C'est la densification des villes qui détruit la biodiversité, alors qu'il faut répondre à la crise du logement. Ce sont les obligations de rénovation thermique qui suppriment les logements à louer, surtout pour ceux qui n'ont pas le choix, les précaires, les prisonniers des marchands de sommeil. Ce sont les Gilets jaunes qui, sans leur voiture, ne pourraient ni travailler, ni se nourrir, ni emmener leurs enfants à l'école. Introduire l'écologie dans les politiques économiques et sociales est un casse-tête. Ce que prévoyaient les textes se heurte aux réalités, les calendriers glissent, les enveloppes de financement ne sont pas respectées – on dépense trop pour permettre l'achat de voitures électriques à des ménages ayant des revenus limités, on n'arrive pas à dépenser pour la rénovation thermique –, les mécontents grondent, les résultats sont faibles. Cette situation explique les revirements des gouvernements et leur inertie, par crainte des révoltes, incapacité à penser la justice sociale, habitude de servir certains intérêts. Organiser la transition, c'est, pour les élus, prendre des risques, innover, quitter leur zone de confort. L'écologie est donc un cauchemar politique pour des dirigeants qui s'entêtent à l'inscrire dans le cadre habituel de leurs décisions. La laisser de côté répond *in fine* à un réflexe répandu, celui de gagner du temps, de laisser aux successeurs, à ceux qui viendront après, les sujets les plus difficiles et qui rapportent le moins.

Comment aussi faire interagir le monde politique et celui de la recherche ? La question se pose depuis la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) en 1988. Cette instance, qui réunit des chercheurs du monde entier, a démontré la responsabilité humaine dans les dérèglements en cours. Cela n'a pas pour autant entraîné un rapprochement des sphères de la recherche et de la décision publique, alors même que les faits scientifiques sont remis en cause par la sphère complotiste. La montée en influence des chercheurs sur la biodiversité et le climat suscite en retour, comme un poison, particulièrement sur les réseaux sociaux, des discours climatosceptiques virulents. Si les rapports du GIEC ne se contentent plus d'aborder les faits scientifiques et ont élargi leur champ aux politiques publiques, les administrations restent largement hermétiques aux questionnements de la recherche. On assiste même à une remise au pas des agences publiques qui portent ces enjeux, comme l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), obligée de se mettre en retrait sur la santé pour permettre le maintien d'une agriculture intensive.

L'écologie est aussi un sujet qui reste difficile d'accès pour les profanes. Le foisonnement des initiatives, la créativité des personnes, les reconquêtes culturelles autour de la terre, de l'ouverture au monde, des biens communs sont passionnants. Sont-ils lisibles par tous ? Rien n'est moins sûr. Il n'existe pas de modèle unique d'une transition écologique réussie. Ce sont l'ensemble des échelles géographiques qui sont concernées, et les institutions ne sont pas toujours